

Chambre des Représentants de Belgique

SESSION ORDINAIRE 1996-1997 (*)

14 OCTOBRE 1996

PROPOSITION DE LOI

**accordant aux repentis
une exemption temporaire et
exceptionnelle de peine**

(Déposée par MM. Frans Lozie et
Jef Tavernier)

DEVELOPPEMENTS

MESDAMES, MESSIEURS,

Après plus de dix ans, les attaques à main armée et les tueries imputées à la « bande du Brabant wallon » ne sont toujours pas élucidées. Non seulement leurs auteurs demeurent impunis, mais en outre des questions très importantes, qui n'ont pourtant pas cessé d'agiter les esprits durant tout ce temps, restent sans réponse. S'agissait-il de « gangsters » ordinaires ? Avait-on à faire à un plan délibéré visant à déstabiliser le pays, à préparer un coup de force politique ou conçu pour quelque autre raison ? Des personnes haut placées étaient-elles impliquées dans ce projet ? Comment se fait-il que tous les efforts de la police et de la justice soient restés sans résultat ? S'agissait-il bien d'une bande, ou plutôt d'un concours fortuit d'un certain nombre de tueries ?

Il est superflu de nous attarder ici aux développements qui ont amené la Chambre des représentants à instituer, pour la seconde fois, une commission d'enquête ayant cette fois-ci pour mission de rechercher pourquoi l'enquête n'a pas donné de résultats.

(*) Troisième session de la 49^e législature.

Belgische Kamer van Volksvertegenwoordigers

GEWONE ZITTING 1996-1997 (*)

14 OKTOBER 1996

WETSVOORSTEL

**tot tijdelijke en uitzonderlijke
vrijstelling van straf voor
spijtoptanten**

(Ingediend door de heren Frans Lozie en
Jef Tavernier)

TOELICHTING

DAMES EN HEREN,

De overvallen en moordpartijen toegeschreven aan de zogenaamde « bende van Nijvel » zijn na ruim tien jaar nog steeds onopgelost. Niet alleen blijven de daders onbestraft, maar ook staan nog zeer belangrijke vragen open, die nochtans al die tijd de gemoeieren sterk zijn blijven beroeren. Ging het om gewone « gangsters » ? Zat er een weloverwogen plan achter om het land te destabiliseren, om een politieke machtsgreep voor te bereiden, of om welke andere reden ook ? Waren hooggeplaatste personen bij de opzet betrokken ? Hoe komt het dat alle politieke en gerechtelijke bemoeienissen zonder gevolg zijn gebleven ? Was er wel een bende, of gaat het om een toevallige samenloop van een aantal tueries ?

Het is overbodig hier verder in te gaan op de voorgeschiedenis, die de Kamer van volksvertegenwoordigers ertoe gebracht heeft, voor de tweede keer, een onderzoekscommissie in te stellen, die deze keer tot opdracht heeft na te speuren wat er met het onderzoek is misgegaan.

(*) Derde zitting van de 49^e zittingsperiode.

Il est à espérer que cette commission d'enquête fera la clarté sur cet aspect du dossier des tueries du Brabant wallon : comment les choses ont-elles pu échouer totalement sur le plan judiciaire ?

L'objet de la présente proposition de loi se situe sur un autre plan, mais n'est nullement contradictoire. Ces délits, particulièrement graves et restés impunis durant un temps exceptionnellement long, justifient des mesures exceptionnelles.

Aussi entendons-nous faire adopter une loi spéciale et temporaire permettant à la justice d'accorder l'impunité ou une réduction de peine aux repentis.

En Italie, lors de la campagne « mains propres », qui a abouti à neutraliser une partie de la mafia et de ses alliés politiques, on a utilisé avec succès les déclarations de pentiti.

Il est évident qu'ici aussi des hommes de main ou des membres de la bande du Brabant — des gens qui pourraient s'être amendés aujourd'hui ou qui auraient d'autres raisons de dévoiler la vérité — pourraient donner suite à une proposition de témoigner en justice, à la condition de ne pas encourir les lourdes peines dont ils seraient passibles s'ils devaient avouer leur rôle personnel dans les tueries ou dans la préparation ou l'exécution de celles-ci.

L'octroi au repentir d'une réduction de peine ou même de l'excusabilité totale n'est pas inconnu en droit pénal belge : il est inscrit dans la loi sur les stupéfiants (article 6 de la loi du 24 février 1921, tel que modifié en 1975).

Il figure également de longue date dans les dispositions relatives à la formation de bande (article 326 du Code pénal). En principe, nous n'en sommes pas partisan, parce que la collaboration avec des criminels comporte toujours certains risques et soulève des interrogations éthiques et que l'anonymat des témoins peut poser problème par rapport au droit de défense. C'est la raison pour laquelle nous ne proposons pas l'instauration d'une règle générale, mais l'adoption d'une loi qui, par la définition de son champ d'application, ne s'appliquerait en fait qu'à la bande du Brabant wallon. Étant donné toutefois qu'il n'est pas possible de définir juridiquement cette bande, dont l'existence n'est pas encore prouvée, il est nécessaire d'adopter une définition passablement compliquée des cas dans lesquels l'exemption de peine peut être accordée.

COMMENTAIRE DES ARTICLES

Art. 2

La solution la plus logique nous paraît être d'insérer cette loi temporaire dans le livre premier du Code pénal, sous le titre « Des causes de justification et d'excuse ».

Cet article énumère les conditions auxquelles les peines peuvent être réduites. Elles reproduisent en partie les règles qui existent déjà dans notre système

Hopelijk zal deze enquêtecommissie meer licht laten schijnen over dat aspect van het « bendedossier » : hoe is het gerechtelijk zo totaal mis kunnen lopen ?

Het doel van dit wetsvoorstel ligt op een ander vlak doch is zeker niet tegenstrijdig. Deze bijzonder zware misdrijven, die uitzonderlijk lang onbestraft zijn gebleven, wettigen uitzonderlijke middelen.

Daarom willen wij een speciale en tijdelijke wet invoeren, waardoor de justitie aan spijtoptanten straffeloosheid of strafvermindering kan toekennen.

Bij de propere-handen-campagne in Italië, die tot het oprollen van een gedeelte van de mafia en haar politieke handlangers heeft geleid, is met succes van de verklaringen van pentiti gebruik gemaakt.

Het ligt voor de hand dat ook handlangers of leden van de bende, mogelijk mensen die nu hun leven gebeterd hebben of die andere redenen zouden hebben om de waarheid te onthullen, zouden kunnen ingaan op een voorstel om in rechte getuigenis af te leggen, mits zij zich niet blootstellen aan de zware straffen die hun wachten, wanneer ze hun eigen rol in de moordpartijen, of in de voorbereiding of voltooiing ervan, moeten opbiechten.

Het toekennen van strafvermindering of zelfs volledige verschoning aan de spijtoptant is niet nieuw in het Belgisch strafrecht : het is ingeschreven in de drugswet (artikel 6 van de wet van 24 februari 1921, zoals gewijzigd in 1975).

Het is ook van oudsher vervat in de bepalingen over bendevorming (artikel 326 van het Strafwetboek). In principe zijn wij er geen voorstander van, omdat samenwerking met misdadigers altijd bepaalde risico's inhoudt en ethische vragen oproept en omdat het anoniem houden van getuigen een probleem kan opleveren voor het recht van verdediging. Daarom stellen we niet de invoering van een algemene regel voor, maar een wet die, door de omschrijving van haar toepassingsgebied, eigenlijk alleen op de bende van Nijvel zou slaan. Aangezien die bende evenwel juridisch niet te omschrijven valt, omdat haar bestaan nog niet eens bewezen is, was het nodig een nogal omslachtige omschrijving te geven van de gevallen waarin vrijstelling van straf kan worden toegestaan.

ARTIKELSGEWIJZE TOELICHTING

Art. 2

Het leek ons het meest logisch, de tijdelijke wet in te voegen onder de titel « Rechtvaardigings- en verschoningsgronden » in boek I van het Strafwetboek.

In dit artikel worden de voorwaarden voor strafvermindering opgesomd. Ze zijn ten dele een hername van de reeds in ons strafrechtelijk stelsel be-

pénal de sorte que, pour leur interprétation, on pourra se référer mutatis mutandis à celle des « révélations » en matière de stupéfiants.

D'autre part, ces conditions limitent le champ d'application de la loi de telle manière qu'elles ne s'appliquent en fait, pour autant que nous sachions, qu'aux tueries de la bande du Brabant wallon. Il ne s'agit cependant pas d'une condition d'application, car on ne peut exclure totalement qu'il n'y ait pas de lien véritable entre les différents faits imputés à la bande ni qu'il y ait au contraire un lien encore insoupçonné avec ou entre d'autres assassinats ou attentats. Il faut éviter que la « révélation » ne soit un simulacre qui permettrait à des auteurs déloyaux d'échapper aux poursuites pénales après avoir avisé au préalable leurs complices ou certains d'entre eux.

C'est la raison pour laquelle nous en faisons une condition expresse. Pour l'application, le moment où le « tuyau » a été donné aux complices n'a pas d'importance : il suffit que le repentir ait informé l'un des complices de sa déclaration ou de son intention de faire une déclaration, à un moment où l'intéressé pouvait encore en tirer parti pour se soustraire à la justice ou, éventuellement, faire disparaître des preuves.

L'accent est mis aussi sur le caractère temporaire de la cause d'excuse : on prévoit une période de trois ans, qui est suffisamment longue pour informer tous les auteurs de l'existence de la loi et leur donner le temps de réflexion voulu, mais dont la durée, par ailleurs, n'est pas de nature à entraîner la prescription des faits que l'on s'efforce d'élucider.

Art. 3

La cause d'excuse entraînant l'exemption de la peine est établie pour celui qui aura fourni des informations réellement capitales en vue de démasquer le « sommet » de la bande, pour autant qu'il en existe un. C'est, en effet, surtout ce sommet, à propos duquel toutes sortes de spéculations ont été émises, qui nous intéresse. Le fait de démasquer un complot éventuel ou une formation de bande est une priorité sociale du plus haut niveau. Promettre la non-imputabilité aux intéressés — qui ne sont pas eux-mêmes les commanditaires — peut être une incitation très forte, mais justifiée en l'occurrence, à dévoiler la vérité.

staande regels, zodat voor de interpretatie mutatis mutandis kan worden verwezen naar de uitlegging van de « verklikingsbepaling » in de drugswet.

Anderzijds beperken ze het toepassingsgebied derwijze dat ze, voor zover wij weten, eigenlijk alleen op de slachtpartijen van de bende toepasselijk zijn. Dit is evenwel geen toepassingsvoorwaarde, want het kan niet geheel uitgesloten worden dat er geen echte samenhang is tussen de verschillende feiten die aan de bende worden toegeschreven, of dat er daarentegen een nog onvermoede samenhang zou bestaan met of tussen andere moorden of aanslagen. Vermeden moet worden dat de « onthulling » een schijnvertoning zou zijn, waardoor onoprechte daders aan strafvervolgning zouden ontsnappen, na eerst hun medeplichtigen, of sommigen onder hen, getipt te hebben.

Daarom stellen we dit als een uitdrukkelijke voorwaarde. Voor de toepassing doet het ogenblik van de « tip » er niet toe : het volstaat dat de spijtoptant aan een van de medeplichtigen kennis heeft gegeven van zijn verklaring, of van zijn bedoeling om een verklaring af te leggen, op een ogenblik dat de betrokkene daarvan nog gebruik kon maken om zich aan berechting te onttrekken, of eventueel bewijzen te laten verdwijnen.

Het tijdelijke karakter van de verschoningsgrond wordt eveneens beklemtoond : een periode van drie jaar wordt geopend, die lang genoeg is om alle daders op de hoogte te brengen van de wet en om hun de nodige bedenktijd te geven, maar ook weer niet zo lang dat ze de verjaring zou meebrengen van de feiten waarvan opheldering nagestreefd wordt.

Art. 3

De strafuitsluitende verschoningsgrond wordt ingevoerd voor wie werkelijk kapitale informatie heeft verschaft om de « top » van de bende — als er een is — te ontmaskeren. Het is immers vooral die top die ons interesseert, en waarover allerlei speculaties zijn geuit. De ontmaskering van een eventueel complot of bendevorming is een maatschappelijke prioriteit van het allerhoogste niveau. Strafuitsluiting toezeggen aan betrokkenen — die niet zelf de opdrachtgevers zijn — kan een zeer sterke, maar in dit verband verantwoorde stimulans zijn om tot onthulling over te gaan.

F. LOZIE
J. TAVERNIER

PROPOSITION DE LOI**Article premier**

La présente loi règle une matière visée à l'article 78 de la Constitution.

Art. 2

Il est inséré dans le livre premier, chapitre VIII, du Code pénal, un article 78*bis*, libellé comme suit :

« Art. 78*bis*. — Les peines criminelles et correctionnelles sont réduites dans la mesure prévue à l'article 414 à l'égard des coupables qui ont révélé à l'autorité l'identité des auteurs, coauteurs, complices et receleurs, ou, s'ils ne connaissent pas l'identité d'un ou de plusieurs d'entre eux, lui ont fourni les renseignements dont ils disposaient, pour permettre l'identification et la recherche desdites personnes.

Cette excuse n'est accordée que si les conditions suivantes sont remplies :

1° la révélation concerne des crimes qui, par eux-mêmes ou conjointement avec d'autres crimes connexes, ont entraîné la mort d'au moins cinq personnes et dont l'élucidation s'est avérée impossible après dix ans ou plus;

2° la révélation est sincère et, eu égard aux connaissances et possibilités de celui qui la fait, complète;

3° elle concerne en outre des auteurs qui n'étaient pas connus de la justice auparavant ou dont la faute était insuffisamment prouvée pour que l'on puisse les poursuivre;

4° elle est faite au plus tard dans les trois ans de l'entrée en vigueur de la présente loi et au plus tard dans le courant de la procédure visée aux articles 221 à 240 du Code d'instruction criminelle, avant la clôture des débats;

5° le coupable qui fait la révélation ne peut en avoir donné ou fait donner connaissance à un ou plusieurs des autres auteurs dans l'intention de leur permettre encore de se soustraire à la justice. »

Art. 3

Il est inséré dans le même code un article 78*ter*, libellé comme suit :

« Art. 78*ter*. — Seront entièrement exemptés de peine ceux qui répondent aux conditions visées à l'article précédent et dont, en outre, la révélation concerne les commanditaires des crimes ou ceux qui avaient la direction de l'association de malfaiteurs ayant commandité les crimes, pour autant qu'ils n'en étaient pas eux-mêmes les commanditaires ou les directeurs. »

WETSVOORSTEL**Artikel 1**

Deze wet regelt een aangelegenheid als bedoeld in artikel 78 van de Grondwet.

Art. 2

In boek I, hoofdstuk VIII van het Strafwetboek, wordt een artikel 78*bis* ingevoegd, luidende :

« Art. 78*bis*. — Criminele en correctionele straffen worden verminderd in de mate bepaald bij artikel 414, ten aanzien van de schuldigen die aan de overheid de identiteit hebben onthuld van daders, mededaders, medeplichtigen en helers, of, indien zij de identiteit van een of meer onder hen niet kennen, die de gegevens hebben verschaft waarover zij beschikten, om de identificatie en de opsporing van deze personen mogelijk te maken.

Deze verschoning wordt slechts verleend mits aan de volgende voorwaarden is voldaan :

1° de onthulling heeft betrekking op misdaden die, op zichzelf of samen met andere samenhangende misdaden, de dood van ten minste vijf personen hebben veroorzaakt en waarvan de opheldering na tien jaar of meer nog niet mogelijk is gebleken;

2° de onthulling is oprecht en, binnen de kennis en mogelijkheden van degene die haar doet, volledig;

3° ze heeft bovendien betrekking op daders die voorheen niet bij het gerecht bekend waren, of van wier schuld onvoldoende bewijs bestond om hen te vervolgen;

4° ze wordt gedaan ten laatste drie jaar na de inwerkingtreding van deze wet en ten laatste in de loop van de procedure bedoeld in de artikelen 221 tot 240 van het Wetboek van Strafvordering, vóór de sluiting van het debat;

5° de schuldige die de onthulling doet, mag daarvan geen kennis hebben gegeven of laten geven aan een of meer van de andere daders, met de bedoeling hun alsnog de mogelijkheid te geven aan berechting te ontkomen. »

Art. 3

In hetzelfde Wetboek wordt een artikel 78*ter* ingevoegd, luidende :

« Art. 78*ter*. — Volledig vrij van straf blijven degenen die voldoen aan de voorwaarden bedoeld bij het vorige artikel, wier onthulling bovendien betrekking heeft op de opdrachtgevers van de misdaden of degenen die de leiding hadden van de vereniging van misdadigers die tot de misdaden opdracht heeft gegeven, mits zij niet zelf de opdrachtgevers of leiders waren. »

Art. 4

La présente loi entre en vigueur le jour de sa publication au *Moniteur belge* et cesse de produire ses effets trois ans après cette date.

Elle continue néanmoins à sortir ses effets à l'égard de toute révélation faite au cours de sa durée de validité.

24 septembre 1996.

Art. 4

Deze wet treedt in werking de dag waarop zij in het *Belgisch Staatsblad* wordt bekendgemaakt en houdt op van kracht te zijn drie jaar na die datum.

Nochtans blijven haar gevolgen voortduren voor alle onthullingen die tijdens de geldigheidsduur van de wet zijn gedaan.

24 september 1996.

F. LOZIE
J. TAVERNIER